

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 novembre 2013

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**concernant la protection
de la communauté chrétienne au Maghreb,
au Proche-Orient et au Moyen-Orient**

(déposée par M. Denis Ducarme
et Mme Corinne De Permentier)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 november 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de bescherming van
de christelijke gemeenschap in de Maghreb,
het Nabije Oosten en het Midden-Oosten**

(ingediend door de heer Denis Ducarme
en mevrouw Corinne De Permentier)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedeker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les violences, les persécutions et les discriminations perpétrées à l'encontre de personnes appartenant à des communautés religieuses, à des minorités ou à l'encontre de personnes qui n'ont pas de convictions religieuses perdurent dans de nombreuses régions du monde. Ce phénomène est inquiétant à plus d'un titre car force est de constater que l'absence de tolérance religieuse et d'ouverture au dialogue ainsi que l'absence de coexistence œcuménique pondérée conduisent souvent à des tensions politiques, à de nombreuses formes de violence (de nature symbolique, psychologique ou physique) et, *in fine*, à de possibles conflits armés. Ces faits touchent actuellement tout particulièrement la communauté chrétienne du Maghreb, du Proche-Orient et du Moyen-Orient.

Actuellement, les communautés chrétiennes d'Orient comprennent plus ou moins 20 millions de fidèles, y compris en Turquie, en Arménie et en Iran. Il y aurait de 35 à 40 % de chrétiens au Liban, de 5 à 10 % en Syrie, 3 % en Jordanie, 3 % en Irak, 2 % en Palestine, 10 % en Israël (Arabes israéliens), 0,2 % en Tunisie et 10 % en Égypte.

Nous sommes convaincus de la nécessité de protéger toutes les minorités religieuses à travers le monde, de sauvegarder la mosaïque de traditions, de mémoires, de croyances, les patrimoines culturels et religieux ainsi que l'ensemble des libertés et des droits fondamentaux des peuples.

Nous tenons néanmoins à rappeler que le droit à la liberté de religion ou de conviction, le droit de ne professer aucune religion ou conviction et le droit de changer de religion ou de conviction sont des droits humains universels et des libertés fondamentales de tout être humain apparentés à d'autres droits de l'homme et libertés fondamentales consacrés par l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Nous pensons que chaque communauté religieuse a une vie qui lui est propre, mais l'actualité découlant du Printemps arabe a mis en lumière la situation des chrétiens du Maghreb, du Proche-Orient et du Moyen-Orient. Il faut agir maintenant pour permettre aux chrétiens autochtones chaldéens, syriaques, assyriens, araméens et autres minorités philosophiques de vivre en sécurité et d'avoir un avenir dans leur pays respectif.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In vele regio's overal ter wereld zijn mensen die behoren tot geloofsgemeenschappen en minderheden, dan wel mensen zonder geloofsovertuiging nog steeds het slachtoffer van geweld, vervolging en discriminatie. Dit is verontrustend in meer dan één opzicht; men kan er immers niet omheen dat het ontbreken van religieuze verdraagzaamheid en openheid voor dialoog, alsook het feit dat geloofsgemeenschappen onvoldoende harmonieus met elkaar samenleven, vaak leiden tot politieke spanningen, talloze vormen van geweld (van symbolische, psychologische of fysieke aard) en, *in fine*, tot mogelijke gewapende conflicten. In het bijzonder de christelijke gemeenschap in de Maghreb, het Nabije Oosten en het Midden-Oosten ondervindt dit momenteel aan den lijve.

Vandaag de dag tellen de christelijke gemeenschappen in het Oosten, met inbegrip van Turkije, Armenië en Iran, ongeveer 20 miljoen gelovigen. In Libanon zou 35 % tot 40 % van de bevolking christen zijn, in Syrië 5 tot 10 %, in Jordanië 3 %, in Irak 3 %, in Palestina 2 %, in Israël (Israëlische Arabieren) 10 %, in Tunesië 0,2 % en in Egypte 10 %.

De indianers zijn ervan overtuigd dat alle religieuze minderheden in de wereld, alsook het mozaïek van tradities, herinneringen, geloofsovertuigingen, cultureel en religieus erfgoed en alle fundamentele rechten en vrijheden van de volkeren, moeten worden beschermd.

De indianers wijzen er echter op dat het recht op godsdienst- of overtuigingsvrijheid, het recht geen enkel geloof of geen enkele overtuiging aan te hangen en het recht van godsdienst of van overtuiging te veranderen, universele mensenrechten en fundamentele vrijheden zijn van elke mens, en dat zij verband houden met andere mensenrechten en fundamentele vrijheden die in artikel 18 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens verankerd zijn.

De indianers menen dat elke geloofsgemeenschap een apart verhaal heeft. Naar aanleiding van de Arabische Lente kwam de situatie van de christenen in de Maghreb, het Nabije Oosten en het Midden-Oosten echter volop in de belangstelling. Er moet onmiddellijk worden opgetreden om ervoor te zorgen dat de autochtone Chaldeeuwse, Oud-Syrische, Assyrische, Aramese christenen en andere levensbeschouwelijke minderheden in veiligheid kunnen leven en een toekomst hebben in hun respectieve land.

En Égypte, la révolution du 25 janvier 2011 a engendré une recrudescence des violences interconfessionnelles. Ces incitations à la haine ne sont pas à mettre au crédit d'individus isolés mais bien aux crédits de certains prêcheurs radicaux dans les mosquées. Depuis le début de l'année 2013, au moins six attaques contre des églises ou des bâtiments chrétiens dans les gouvernorats d'Assouan, de Beni Suef, du Caire et de Fayoum ont été signalées par des militants coptes. Le 7 avril 2013, l'enterrement à la cathédrale Saint-Marc du Caire de quatre coptes, tués à la suite de heurts interconfessionnels, a débouché sur un affrontement entre chrétiens et musulmans. Le 3 juillet 2013, la paroisse copte catholique Saint-Georges du village de Delgia a été saccagée, pillée et incendiée par des partisans de Mohammed Morsi. Le même jour, à Marsa Matrouh, une église a été attaquée à coups de cocktails Molotov. À côté de ces actes de violence "pure", l'Égypte a accordé une place considérable à une autre forme de violence, bien plus pernicieuse: la violence symbolique. Cela fait des années que les chrétiens égyptiens sont marginalisés. Ils ont cessé d'être étroitement associés au développement politique, économique et culturel de l'Égypte.

En Libye, la communauté chrétienne est, elle aussi, victime de la montée en puissance d'un islam dénaturé par le fondamentalisme religieux. On ne recense plus guère que quelques milliers de chrétiens dans tout le pays alors qu'ils étaient plus de cent mille avant le début de l'opposition civile de 2011. Elle doit également faire face à diverses brimades: une forte pression est mise sur les différentes congrégations religieuses catholiques afin qu'elles quittent le pays. Une cinquantaine de coptes égyptiens soupçonnés de "prosélytisme religieux" ont ainsi été expulsés du pays ces dernières semaines. Le 10 mars 2013, un chrétien égyptien incarcéré par ce qu'il détenait des bibles et des livres chrétiens est mort en prison dans des circonstances troubles. Le 14 mars 2013, le feu a été bouté à une église de Benghazi par des hommes issus de groupes salafistes.

En Syrie, les rebelles s'en prennent ouvertement aux chrétiens pour deux raisons: pour leur appartenance religieuse, d'une part, et pour leur soutien envers le régime de Bachar al-Assad, d'autre part. C'est pourquoi la frontière entre violences interconfessionnelles et violences "politiques" est ténue. Cette situation complique l'évaluation des violences faites à l'encontre de la communauté chrétienne syrienne. Comme leurs homologues égyptiens et libyens, ils sont l'objet d'intimidations, d'assassinats, d'enlèvements — deux prêtres ont encore été enlevés le 9 février 2013 sur la route Alep-Damas —, même si la majorité des enlèvements se termine après payement d'une rançon. Les

In Egypte heeft de revolutie van 25 januari 2011 het geweld tussen de geloofsgemeenschappen opnieuw doen oplaaien. Niet geïsoleerde individuen roepen op tot haat, maar wel bepaalde radicale predikanten in de moskeeën. Volgens koptische militanten werden sinds begin 2013 op zijn minst zes aanvallen uitgevoerd tegen kerken of gebouwen van christenen in de gouverneur-schappen van Assoean, Beni Suef, Caïro en Fayoum. Op 7 april 2013 onttaarde de begrafenisplechtigheid in de Sint-Marcuskathedraal in Caïro van vier bij onlusten tussen de geloofsgemeenschappen omgekomen kop-ten in een confrontatie tussen christenen en moslims. Op 3 juli 2013 werd de koptisch-katholieke Sint-Joris-parochie van Delgia vernield, geplunderd en in brand gestoken door aanhangers van Mohammed Morsi. Op dezelfde dag werd in Marsa Matrouh een kerkgebouw met molotovcocktails bestookt. Naast deze daden van "zuiver" geweld krijgt in Egypte een andere, veel boosaardiger vorm van geweld, met name symbolisch geweld, een belangrijke plaats toebedeeld. De Egyptische christenen worden al jarenlang gemarginaliseerd. Ze zijn niet langer nauw betrokken bij de politieke, economische en culturele ontwikkeling van Egypte.

Ook in Libië is de christelijke gemeenschap het slachtoffer van de krachtige opgang van een islam die wordt ontsierd door religieus fundamentalisme. Momenteel telt het hele land nauwelijks nog enkele duizenden christenen, terwijl ze met meer dan 100 000 waren voordat het burgerverzet in 2011 van start ging. Bovendien heeft de gemeenschap te maken met pesterijen van allerlei aard; de verschillende katholieke kloosterorden worden onder druk gezet om het land te verlaten. De voorbije weken werd in dat verband een vijftigtal Egyptische, van "religieuze bekeringsijver" verdachte kopten het land uitgezet. Een Egyptische christen die werd opgesloten omdat hij bijbels en boeken van christelijke strekking in zijn bezit had, is op 10 maart 2013 in de gevangenis in duistere omstandigheden overleden. Op 14 maart 2013 hebben aanhangers van salafistische groeperingen een kerk in Benghazi in brand gestoken.

In Syrië vallen de rebellen de christenen openlijk aan, om twee redenen: eensdeels omdat het christenen zijn, en anderdeels omdat zij het regime van Bachar al-Assad steunen. De lijn tussen geweld tussen geloofsgemeenschappen en politiek geweld is daar dus dun. Die vaststelling compliceert de evaluatie van het geweld tegen de Syrische christelijke gemeenschap. Net als hun geloofsgenoten in Egypte en in Libië zijn de Syrische christenen het mikpunt van intimidatie, moord en ontvoeringen — op 9 februari 2013 werden nog twee priesters ontvoerd op de weg tussen Aleppo en Damascus — ook al komen de meeste gijzelaars vrij na het betalen van losgeld. De christenen zijn doelwitten

chrétiens sont des cibles privilégiées car nombre d'entre eux sont relativement prospères. De même, leurs lieux de culte font l'objet de dégradations.

Au Maghreb (entendu ici comme étant constitué du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie), la liberté de culte est garantie dans les différentes constitutions, mais son application concrète à l'égard de la population chrétienne autochtone demeure problématique. En effet, tout prosélytisme chrétien y est prohibé. En outre, l'impression, le stockage ou la distribution de littérature chrétienne est passible de poursuites pénales. On peut également y être poursuivi pour avoir exprimé des opinions présumées injurieuses envers l'islam.

En Turquie, pays qui aspire à entrer dans l'Union européenne et qui, à la suite des dernières élections, pourrait se doter d'une nouvelle constitution, les églises orientales ne jouissent d'aucune reconnaissance légale et les chrétiens latins ne sont pas mieux traités. On assiste d'ailleurs en Turquie à une régression constante des valeurs laïques et de l'héritage d'Atatürk.

En Iran, la communauté chrétienne est reconnue par la constitution et les chrétiens sont représentés au Parlement. S'ils peuvent librement pratiquer leur foi, ils doivent néanmoins faire face à diverses barrières: la célébration du culte ne peut se faire en farsi, toute forme de prosélytisme est bannie (à cet égard, aucune définition exacte du terme "prosélytisme" n'a été arrêtée), tout apostat de l'islam encourt la peine de mort et en matière de succession, le musulman aura la prédominance sur le chrétien.

Avant le début de la guerre en 2003, l'Irak comptait près d'un million deux cent cinquante mille chrétiens. Depuis la chute du gouvernement de Saddam Hussein, ils sont victimes de diverses formes d'intimidations et de persécutions. Certains ont été forcés de se convertir à l'islam au fur et à mesure des massacres. D'autres ont décidé de fuir vers les États-Unis d'Amérique, l'Australie et l'Europe; dans le cas contraire, ils se sont exilés au Kurdistan irakien, vers les pays limitrophes (Turquie, Syrie, Jordanie, Iran) ou encore au Liban. Ainsi plus de 600 000 à 700 000 chaldéens, syriaques, assyriens, araméens ont fui l'Irak depuis la chute de Saddam, en réaction notamment à l'enlèvement et à l'assassinat de plusieurs de leurs prêtres et aux campagnes antichrétiennes dont ils sont régulièrement la cible. Des dizaines de milliers de chrétiens irakiens ont aujourd'hui trouvé refuge en Jordanie, qui fait figure de modèle en matière de liberté religieuse et de coexistence entre les chrétiens et les musulmans. Toutefois, le Royaume hachémite n'est pas à l'abri des dérives sectaires engendrées

bij uitstek omdat velen onder hen vrij welvarend zijn. Ook aan hun gebedsplaatsen wordt schade toegebracht.

In de Maghreb (waaronder we hier Marokko, Algerije en Tunesië verstaan), wordt de godsdienstvrijheid in de verschillende grondwetten weliswaar gegarandeerd, maar de praktische toepassing ervan ten aanzien van de inheemse christelijke bevolking blijft problematisch. Elke vorm van christelijke bekeringsijver is er immers verboden. Bovendien kan het drukken, opslaan en verspreiden van christelijke literatuur strafrechtelijk worden vervolgd. Bovendien kan iemand er worden vervolgd omdat hij voor de islam beledigend geachte opinies uit.

In Turkije, een land dat naar EU-lidmaatschap streeft en dat zich, na de recentste verkiezingen, wel eens met een nieuwe grondwet zou kunnen toerusten, genieten de oosterse kerken geen enkele wettelijke erkenning en worden de Latijns-christenen al even slecht behandeld. In Turkije vallen trouwens de gestaag afkalvende seculiere waarden en de teloorgang van de erfenis van Atatürk te noteren.

In Iran is de christelijke gemeenschap grondwettelijk erkend en zijn de christenen vertegenwoordigd in het parlement. Hoewel zij hun geloof vrij mogen belijden, moeten zij niettemin verscheidene obstakels het hoofd bieden: de eredienst mag alleen in het Farsi worden uitgeoefend, elke vorm van proselitisme is verboden (in dat opzicht werd geen enkele exacte omschrijving van de term "proselitisme" uitgevaardigd), tegen iedere afvalige van de islam kan de doodstraf worden uitgesproken en bij een erfopvolging geniet een moslim voorrang op een christen.

Vóór de aanvang van de oorlog in 2003 telde Irak bijna 1 250 000 christenen. Sinds de val van het bewind van Saddam Hoessein zijn zij het slachtoffer van verschillende vormen van intimidatie en vervolging. Sommigen werden, naarmate de slachtingen verder om zich heen grepen, gedwongen zich tot de islam te bekeren. Anderen besloten naar de Verenigde Staten van Amerika, Australië en Europa te vluchten; in het tegengestelde geval zijn zij in ballingschap gegaan in Iraaks Koerdistan, in de buurlanden (Turkije, Syrië, Jordanië en Iran) of in Libanon. Aldus zijn na de val van Saddam meer dan 600 000 à 700 000 Chaldeeërs, Syriërs, Assyriërs en Arameeërs Irak ontvlucht, vooral als reactie op de ontvoering van en de moord op verscheidene van hun priesters, evenals op de tegen de christenen gerichte campagnes waarvan zij geregeld het doelwit zijn. Momenteel hebben tienduizenden Irakese christenen een toevluchtsoord gevonden in Jordanië, dat model staat voor godsdienstvrijheid en het onderling samenleven van christenen en moslims. Niettemin is het

par un islam radicalisé. En effet, la Jordanie doit actuellement faire face à une montée de tension, fruit des retombées du Printemps arabe et de l'afflux massif de réfugiés syriens et irakiens en Jordanie.

Il nous semble important de mentionner que des violences interconfessionnelles ont également lieu en Afrique subsaharienne. Au Nigeria, les chrétiens doivent faire face à la montée en puissance du groupe islamiste Boko Haram (au moins vingt personnes auraient été tuées le 3 mai 2013 dans l'État de Taraba). Au Kenya et en Somalie, la mouvance Al-Chabaab persécute les communautés non musulmanes. Au Yémen, les chrétiens d'origine musulmane sont brimés par les autorités locales. Au Mali, jusqu'au moment de l'intervention militaire internationale sous l'égide de la France, les chrétiens étaient sommés par des rebelles Touaregs et par des islamistes d'Al-Quaïda de respecter la sharia.

Face à cette situation, il nous paraît fondamental que la Chambre des représentants puisse envoyer un message clair à ces pays en pleine refonte de leur pacte social. Dans cette réflexion, nous tenons à rappeler à chacun que les minorités philosophiques et religieuses doivent trouver toute leur place dans la société, qu'elles doivent être protégées par un système juridique juste et transparent et que les atteintes aux biens et personnes doivent être punies comme dans tout État de droit respectant la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La Belgique doit rappeler son attachement à la liberté religieuse et aux droits fondamentaux. Elle se doit d'être attentive à la situation des chrétiens du Maghreb, du Proche- et du Moyen-Orient, comme à celle de toutes les minorités religieuses à travers le monde. Les chrétiens d'Orient sont dans tous les pays de cette région des acteurs de stabilité et de réconciliation. Il ne doit pas y avoir de fatalité pour ces chrétiens qui attendent des pressions internationales afin de pouvoir rester chez eux en toute sécurité.

Denis DUCARME (MR)
Corinne DE PERMENTIER (MR)

Hasjemitische koninkrijk niet vrij van sektarische ontsporingen die worden uitgelokt door een geradicaliseerde islam. Jordanië heeft momenteel immers te kampen met oplopende spanningen als gevolg van de weerslag van de Arabische lente en de massale toestroom van Syrische en Irakese vluchtelingen in Jordanië.

Kennelijk is het belangrijk aan te stippen dat ook in subsaharaans Afrika onderling geweld tussen geloofsgemeenschappen heeft plaatsgevonden. In Nigeria moeten de christenen het hoofd bieden aan de opkomst en de macht van de islamitische groepering Boko Haram (naar verluidt werden op 3 mei 2013 ten minste twintig mensen gedood in de Staat Taraba). In Kenia en Somalië vervolgt de Al-Shabaab-beweging de niet-islamitische gemeenschappen. In Jemen zijn de christenen van islamitische afkomst het mikpunt van pesterijen door de lokale overheid. In Mali kregen de christenen, tot de internationale militaire interventie onder leiding van Frankrijk, van Toeareg-rebellen en Al-Qaeda-islamisten het bevel de sharia in acht te nemen.

Gelet op die situatie lijkt het van essentieel belang dat de Kamer van volksvertegenwoordigers duidelijk een boodschap kan uitdragen voor die landen die hun sociaal pact volledig aan het bijsturen zijn. In het kader van die reflectie moet er hoe dan ook, ten behoeve van iedereen aan worden herinnerd dat de levensbeschouwelijke en godsdienstige minderheden ten volle hun plaats in de samenleving moeten innemen, dat ze moeten worden beschermd door een rechtvaardig en transparant rechtsbestel en dat de schendingen ten aanzien van goederen en mensen moeten worden bestraft zoals dat het geval is in elke rechtsstaat die de Universele Verklaring voor de Rechten van de Mens naleeft.

België moet eraan herinneren dat het gehecht is aan de godsdienstvrijheid en de fundamentele rechten. Ons land moet oog hebben voor de situatie van de christenen in de Maghreb, het Nabije Oosten en het Midden-Oosten, alsook voor die van alle religieuze minderheden waar ook ter wereld. De christenen in het Oosten zorgen in alle landen van die regio mee voor stabiliteit en verzoening. Die christenen mogen niet in een uitzichtloze situatie verkeren; zij verwachten namelijk dat internationaal druk wordt uitgeoefend opdat zij in alle veiligheid in hun thuisland kunnen blijven wonen.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) de 1948, libellé comme suit: *"Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites";*

B. considérant la Déclaration des Nations Unies de 1981 sur l'élimination de toutes formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction;

C. considérant que selon l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 *"Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement";*

D. considérant l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 stipulant que *"Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue";*

E. considérant que, selon l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966, nulle discrimination ne peut être faite sur la base de *"la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation";*

F. considérant l'observation générale n° 22 du Comité des droits de l'homme des Nations Unies du 30 juillet 1993;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op artikel 18 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens (UVRM) van 1948, die stelt: *"Een ieder heeft recht op vrijheid van gedachte, geweten en godsdienst; dit recht omvat tevens de vrijheid om van godsdienst of overtuiging te veranderen, alsmede de vrijheid hetzij alleen, hetzij met anderen, zowel in het openbaar als privé zijn godsdienst te belijden of overtuiging tot uitdrukking te brengen in eredienssten, in onderricht, in praktische toepassing ervan en in het onderhouden van geboden en voorschriften";*

B. gelet op de Verklaring van de Verenigde Naties van 1981 inzake de uitbanning van alle vormen van intolerantie en discriminatie op grond van religie en overtuiging;

C. overwegende dat artikel 18 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 1966 stelt: *"Een ieder heeft het recht op vrijheid van denken, geweten en godsdienst. Dit recht omvat mede de vrijheid een zelf gekozen godsdienst of levensovertuiging te hebben of te aanvaarden, alsmede de vrijheid hetzij alleen, hetzij met anderen, zowel in het openbaar als in zijn particuliere leven zijn godsdienst of levensovertuiging tot uiting te brengen door de eredienst, het onderhouden van de geboden en voorschriften, door praktische toepassing en het onderwijzen ervan";*

D. overwegende dat artikel 27 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 1966 stelt: *"In Staten waar zich etnische, godsdienstige of linguïstische minderheden bevinden, mag aan personen die tot die minderheden behoren niet het recht worden ontnomen, in gemeenschap met de andere leden van hun groep, hun eigen cultuur te beleven, hun eigen godsdienst te belijden en in de praktijk toe te passen, of zich van hun eigen taal te bedienen";*

E. overwegende dat luidens artikel 2 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten van 1966 die rechten worden uitgeoefend zonder discriminatie van welke aard ook *"wat betreft ras, huidskleur, geslacht, taal, godsdienst, politieke of andere overtuiging, nationale of maatschappelijke afkomst, eigendom, geboorte of andere status";*

F. gelet op de "General Comment No. 22" van het VN-Comité voor de Rechten van de Mens van 30 juli 1993;

G. considérant les rapports du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de croyance, et en particulier ses rapports du 21 décembre 2009, 16 février 2010 et 29 juillet 2010;

H. considérant la Résolution du Parlement européen du 20 janvier 2011 sur la situation des chrétiens dans le contexte de la liberté de religion;

I. considérant la Recommandation du Parlement européen du 13 juin 2013 à l'intention du Conseil sur le projet de lignes directrices de l'Union sur la promotion et la protection de la liberté de religion ou de conviction;

J. considérant la Recommandation 1957 du Conseil de l'Europe du 27 janvier 2011 sur les violences à l'encontre des chrétiens au Proche- et au Moyen-Orient;

K. considérant la Recommandation à l'intention du Conseil du 13 juin 2012 sur le représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'homme et la décision 2012/440/PESC du Conseil du 25 juillet 2012 portant nomination du représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'homme;

L. considérant le cadre stratégique de l'Union européenne en matière de droits de l'homme et de démocratie et le plan d'action de l'Union européenne en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, adoptés par le Conseil le 25 juin 2012;

M. considérant le colloque du 20 mars 2009 organisé au Parlement fédéral sur la situation des minorités chrétiennes au Proche- et au Moyen-Orient;

N. considérant l'Index mondial de persécution (des chrétiens) 2013 de l'ONG "Portes Ouvertes";

O. considérant le rapport d'*Amnesty International* de mars 2013 dressant un état des lieux concernant le sort réservé aux coptes égyptiens;

P. considérant le sort réservé actuellement aux coptes égyptiens, à savoir la sous-représentation politique et dans les conseils d'administration, l'impunité pour les auteurs de violence à l'encontre de la communauté chrétienne, l'absence de mention de la période copte dans l'enseignement de l'histoire de l'Égypte, le refus d'obtention de permis de construire pour rénover les lieux de culte ainsi que la conversion forcée des jeunes filles;

G. gelet op de rapporten van de speciale VN-rapporteur over de vrijheid van godsdienst of overtuiging, in het bijzonder diens rapporten van 21 december 2009, 16 februari 2010 en 29 juli 2010;

H. gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 20 januari 2011 over de situatie van christenen in de context van vrijheid van godsdienst;

I. gelet op de aanbeveling van het Europees Parlement aan de Raad van 13 juni 2013 over de ontwerprichtsnoeren van de EU tot bevordering en bescherming van de vrijheid van godsdienst en overtuiging;

J. gelet op aanbeveling nr. 1957 van de Raad van Europa van 27 januari 2011 over "*violence against Christians in the Middle East*";

K. gelet op de aanbeveling aan de Raad van 13 juni 2013 over de speciale vertegenwoordiger van de EU voor de mensenrechten en het Besluit van de Raad 2012/440/CFSP van 25 juli 2012 tot benoeming van de speciale vertegenwoordiger van de Europese Unie voor de mensenrechten;

L. gelet op het strategisch kader en het actieplan van de EU voor mensenrechten en democratie, die op 25 juni 2012 door de Raad zijn aangenomen;

M. gelet op het colloquium van 20 maart 2009 dat het Federaal Parlement heeft georganiseerd over de situatie van de christelijke minderheden in het Nabije Oosten en het Midden-Oosten;

N. gelet op de "*Index mondial de persécution 2013*" van de Franse ngo "*Portes Ouvertes (au service des chrétiens persécutés)*";

O. gelet op het rapport van *Amnesty International* van maart 2013 waarin een stand van zaken wordt opge maakt over het lot van de Egyptische Kopten;

P. gelet op het lot dat de Egyptische kopten nu te beurt valt, te weten ondervertegenwoordiging op politiek vlak en in de raden van bestuur, straffeloosheid voor de plegers van geweld tegen de christelijke gemeenschap, het ontbreken van een vermelding van de koptische periode in het onderwijs over de geschiedenis van Egypte, de weigering van bouwvergunningen om gebedshuizen te renoveren, alsook de gedwongen bekering van jonge meisjes;

Q. considérant le nombre de plus en plus important de lieux de culte détruits ou endommagés lors des heurts interconfessionnels;

R. considérant la proposition de résolution concernant la survie des communautés chrétiennes et des minorités religieuses au Proche-Orient et au Moyen-Orient (déposée par M. Georges Dallemagne, Mme Clotilde Nyssens et M. Christian Brotcorne) du 3 juin 2009 (*Doc. parl.*, Ch. repr., sess. ord. 2008-2009, n° 52 2031/001), telle qu'amendée et adoptée par la Chambre des représentants le 28 janvier 2010;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de condamner sans réserve et avec la plus grande fermeté la mort des chrétiens d'Égypte, de Syrie, de Libye et d'Irak, ainsi que les campagnes de meurtres, de persécutions et de violences ciblées contre les communautés chrétiennes du Maghreb, du Proche- et du Moyen-Orient;

2. d'exprimer son soutien aux responsables politiques des pays susmentionnés et les encourager à intensifier leurs efforts pour la stabilisation politique et le renforcement de l'État de droit, pour le bénéfice de leurs concitoyens, quelle que soit leur confession;

3. de condamner toutes les formes de discrimination et d'intolérance fondées sur la religion constatées dans quelque endroit que ce soit dans le monde;

4. de considérer comme une priorité de notre politique étrangère la promotion du droit à la liberté de religion ou de conviction, tout en empêchant que ledit droit ne soit violé;

5. de promouvoir la protection des minorités religieuses partout où elles sont menacées; de défendre les droits et les libertés de ces minorités conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 et à la Déclaration des Nations Unies de 1981;

6. de veiller à la transposition et à l'application dans leur ordre juridique interne des conventions internationales pertinentes en la matière;

7. d'appeler à l'abrogation de toute législation qui, comme l'enregistrement obligatoire de la religion dans les documents d'état civil, aboutit à une discrimination envers les personnes non religieuses ou envers celles qui ont changé de religion ou de conviction;

Q. gelet op het almaar toenemende aantal gebedshuizen die naar aanleiding van inter-confessionele botsingen worden verwoest of beschadigd;

R. gelet op het voorstel van resolutie betreffende de instandhouding van de christelijke gemeenschappen en de religieuze minderheden in het Nabije Oosten en het Midden-Oosten (ingediend door de heer Georges Dallemagne, mevrouw Clotilde Nyssens en de heer Christian Brotcorne) van 3 juni 2009 (DOC 52 2031/001), zoals geamendeerd en aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers op 28 januari 2010;

VERZOEKT DE REGERING:

1. de dood van de christenen in Egypte, Syrië, Libië en Irak, alsook de moord, vervolgings en geweldcampagnes tegen de christelijke gemeenschappen van de Maghreb, het Nabije Oosten en het Midden-Oosten zonder voorbehoud en met de grootste krachtdadigheid te veroordelen;

2. haar steun te betuigen aan de verantwoordelijke politici van de voornoemde landen en hen aan te moedigen hun inspanningen met het oog op politieke stabilisatie en de versterking van de rechtsstaat in het belang van hun medeburgers op te voeren, ongeacht hun overtuiging;

3. alle vormen van discriminatie en intolerantie op basis van godsdienst te veroordelen, ongeacht waar die in de wereld worden vastgesteld;

4. de bevordering van het recht op vrijheid van godsdienst of overtuiging, zonder schending ervan, als een prioriteit van ons buitenlands beleid te beschouwen;

5. de bescherming van de religieuze minderheden in de hand te werken, overal waar deze worden bedreigd; de rechten en vrijheden van die minderheden te verdedigen conform de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 1948, het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 1966 en de Verklaring van de Verenigde Naties van 1981;

6. er op toe te zien dat die landen de terzake relevante internationale verdragen in hun interne rechtsorde omzetten en toepassen;

7. op te roepen tot de opheffing van alle wetgevende akten, zoals de verplichte registratie van de godsdienst in de documenten van de burgerlijke stand, die leiden tot discriminatie van niet-religieuze mensen of van degenen die van godsdienst of overtuiging zijn veranderd;

8. de s'opposer fermement à toute tentative visant à incriminer la liberté d'expression concernant les questions religieuses, comme les lois relatives au blasphème;

9. de favoriser de la part de l'Union européenne une action politique en matière de liberté religieuse dans les pays partenaires de l'Union européenne;

10. d'accorder une plus grande attention à la liberté de religion ou de conviction et à la situation des communautés religieuses dans les accords et la coopération avec les pays tiers ainsi que dans les rapports sur les droits de l'homme;

11. d'accueillir en Belgique les demandeurs d'asile victimes d'exactions et de menaces graves en raison de leur appartenance religieuse.

11 octobre 2013

Denis DUCARME (MR)
Corinne DE PERMENTIER (MR)

8. zich hevig te verzetten tegen elke poging om de vrijheid van meningsuiting in verband met religieuze aangelegenheden, zoals de wetten tegen godslastering, strafbaar te stellen;

9. van de Europese Unie politieke actie op het vlak van inzake religieuze vrijheden in de partnerlanden van de Europese Unie te eisen;

10. meer aandacht te besteden aan de vrijheid van godsdienst of overtuiging en aan de situatie van de religieuze gemeenschappen in de akkoorden en de samenwerking met derde landen, alsook in de verslagen over de mensenrechten;

11. in België de asielzoekers op te vangen die het slachtoffer zijn van machtsmisbruik en ernstige bedreigingen als gevolg van hun godsdienstige overtuiging.

11 oktober 2013